

- **Renforcer la recherche – développement** pour mieux valoriser l'eau pour l'agriculture (usages et productivité de l'eau agricole, bénéfice des usages multiples aux différentes échelles) et prévoir l'adaptation aux changements globaux (évaluation des risques et de la vulnérabilité, stratégies d'adaptation).

La France dispose de structures de gouvernance des aménagements originales :

- **Les Associations syndicales autorisées (ASA)** qui, depuis le 19^{ème} siècle, favorisent la participation des irrigants au choix des investissements et à la gestion courante du service d'irrigation ;
- **Les Sociétés d'aménagement régional (SAR)**, concessionnaires de l'Etat qui réalisent des investissements de mobilisation des ressources en eau pour les différents usages sur une base contractuelle et dans un esprit de service public.

Un savoir-faire français, partagé à l'international

Les acteurs français portent des projets de coopération internationale impliquant recherche, bureaux d'études et organisations non gouvernementales :

- **développement de l'agriculture de conservation** (par exemple semis direct sans labour) et aménagement de bassins versants ;
- **réhabilitation des périmètres irrigués** et optimisation de l'eau du réseau à la parcelle ;
- **décentralisation et professionnalisation** de la gestion des aménagements ;
- **renforcement des associations** d'usagers de l'eau et des organisations professionnelles agricoles ;
- **appui à l'élaboration des politiques hydro-agricoles et foncières** ;
- **développement de modèles de développement agricole et rural** (agriculture, pêche, élevage) basés sur l'agriculture familiale et vivrière et sur une gestion équitable des ressources en terre et en eau.

Ces actions s'appuient sur un système national de recherche agricole pour le développement unique au monde rassemblant plusieurs milliers de chercheurs en France et à l'étranger, avec deux centres de recherche dédiés au développement, le Cirad et l'IRD, et auquel participent deux centres à vocation nationale, l'INRA et le Cemagref.



Amélioration de l'irrigation gravitaire dans l'Oasis de Kebili (Tunisie)
(Crédit : Cemagref, A. Vidal)

www.partenariat-francais-eau.fr



**ENGAGÉS
POUR L'EAU
DU MONDE.**

UN DOUBLE DÉFI POUR L'AGRICULTURE : NOURRIR LE MONDE ET PRÉSERVER L'EAU ET LES ÉCOSYSTÈMES

Deux priorités :

- **Développer une agriculture productive, plus économe en eau et plus respectueuse de l'environnement**
- **Renforcer les investissements et l'aide internationale dans la gestion de l'eau pour l'alimentation**

D'ici 2050, nourrir 9 milliards d'habitants nécessitera le doublement de la production alimentaire mondiale.

L'eau, c'est aussi l'eau pour manger

Céréales, légumes, lait, viande, huiles sont autant d'aliments de base dont la production nécessite de l'eau et auxquels une partie de la planète n'a pas accès, ni en qualité, ni en quantité suffisantes.

Les émeutes alimentaires provoquées par le renchérissement des prix ont secoué plusieurs pays d'Afrique et d'Asie au début de l'année 2008.

En Afrique subsaharienne, seules 4 % des surfaces agricoles sont irriguées et elles n'ont pas augmenté depuis dix ans !

La crise alimentaire actuelle aggrave une situation structurelle dans laquelle près de 950 millions d'êtres humains souffrent de la faim.

L'accroissement seul des surfaces cultivées ne suffira pas à relever ce défi alimentaire : il faut augmenter les rendements et pour cela, améliorer la maîtrise de l'utilisation de l'eau, facteur limitant de la production agricole.

Crise alimentaire : sans eau, point de salut !

L'eau d'irrigation représente 70 % de la consommation des ressources en eau et reste aussi le facteur principal d'ajustement en cas de pénurie d'eau. De plus, si 20% des terres agricoles dans le monde sont irriguées, elles produisent 40% de notre alimentation. Crise alimentaire et pénuries croissantes d'eau sont donc intrinsèquement liées et leur gestion simultanée est majeure pour l'humanité du XXI^{ème} siècle.

Une crise structurelle qui s'est aggravée en 2008 et des investissements en baisse depuis 20 ans

Ces 20 dernières années les investissements dans le secteur agricole et en particulier dans la gestion de l'eau ont régressé : les prêts de la Banque Mondiale dans le secteur de l'eau agricole, de 2 milliards de dollars/an en moyenne sur la période 1975 – 1985, atteignent à peine 0,7 milliards de dollars/an en moyenne depuis 1985.

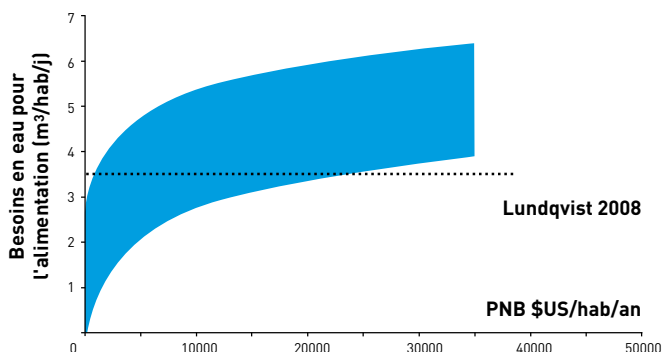
Il faut investir dans la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité et l'amélioration de la productivité agricole de chaque m³ d'eau utilisé en veillant à éviter les pollutions agricoles.

Il nous faut suivre la « révolution verte » d'une « révolution bleue » qui ait pour objet d'accroître la productivité par unité d'eau, ainsi que d'assurer une gestion plus avisée de nos bassins versants et de nos plaines alluviales. (Kofi Annan, Ancien Secrétaire Général des Nations Unies)

Faudra-t-il changer nos régimes alimentaires ?

En moyenne, 3500 litres d'eau sont nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires quotidiens. Mais les régimes alimentaires pèsent différemment sur les ressources en eau. Ainsi, un régime alimentaire sans viande ne requiert que 2000 litres d'eau par jour, alors que 5000 litres sont nécessaires pour un régime carné où la viande est produite avec des grains (Renault et Wallender, 2000).

La croissance démographique et l'évolution des régimes alimentaires (plus de viande notamment) fortement liée à la croissance économique, risquent donc de grever les ressources en eau et en terre de la planète. La modification de nos régimes alimentaires est donc posée.



Repiquage du riz

Des solutions existent et sont à notre portée pour produire plus de biens alimentaires sans utiliser davantage d'eau

Il est démontré que des systèmes plus productifs peuvent aussi être plus économes en eau. Les investissements et les adaptations nécessaires concernent non seulement l'agriculture, avec ou sans irrigation, mais aussi l'élevage, la pêche et l'aquaculture d'eau douce.

Des techniques et des ouvrages

- Développer **des systèmes de cultures qui optimisent l'eau et les sols** pour augmenter les rendements en **irrigué et en pluvial**, grâce à des techniques et des variétés adaptées à chaque contexte ;
- **Aménager et réhabiliter des périmètres irrigués** pour les rendre plus productifs et économiser l'eau : limiter les pertes physiques des réseaux, réguler des canaux, piloter l'irrigation par la demande ;
- Préserver les écosystèmes et la biodiversité et **valoriser les produits de la pêche et de l'aquaculture** qui en sont issus car ceux-ci représentent un filet de sécurité face à la variabilité de la production agricole et un complément de revenus.

Une organisation institutionnelle pour des investissements pérennes

- **Permettre aux producteurs de mieux** valoriser la ressource en eau par un renforcement de leurs capacités, un accès à des marchés locaux mieux organisés, un accès aux intrants et l'amélioration du statut foncier.
- **Mettre en place des systèmes de financements des infrastructures** pour recouvrir leurs coûts d'exploitation et de maintenance : paiement direct du service de l'eau par l'utilisateur, fiscalités, mécanismes de péréquation.
- **Décentraliser la gestion des périmètres irrigués** car elle améliore la durabilité des services d'eau et s'adapte à la demande : répartition des rôles entre gestionnaires et usagers, gestion transparente de la ressource, participation des producteurs agricoles aux instances de décisions.
- **Intégrer des politiques de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie au niveau national** et de l'aménagement des bassins pour sécuriser les productions agricole et énergétique.